

Grand débat national

Compte-rendu

Montfa – 25/01/19 à 15h

40 présents

Mot de bienvenue du maire, Michel LOUBET

Introduction de Philippe FOLLIOU, député : rappel du contexte et de la démarche du Grand débat national, rappelle qu'il a déjà favorisé le débat depuis le début de son mandat avec les « ateliers du territoire », présente la méthode égalitaire (2 minutes par intervention) et les règles du jeu du débat démocratique et citoyen, exprime son souhait que ces débats soient fructueux, qu'ils voient émerger des points saillants et des propositions au-delà des « doléances ». Justification du choix du lieu du débat, lecture de la charte du Grand débat national par Philippe FOLLIOU et par deux assesseurs, présentation des questionnaires qui peuvent être remplis par les participants en direct ou après la réunion et remis soit en mairie, soit à la permanence parlementaire qui les fera suivre à la Mission Grand débat. Rappel des 4 thèmes principaux du grand débat, qui ne sont pas exclusifs puisque aucune question ne sera mise de côté, et de la feuille de doléances et propositions à disposition de chacun.

Thème 1: LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1. Brigitte P : Échanges avec mes administrés de ma commune : La transition écologique c'est un bien grand mot, je pense qu'avant tout il faudrait changer le comportement de nos citoyens, car chaque action individuelle, par exemple faire du vélo, prendre les transports en communs... nous pouvons à ce titre participer à ces actions mais ça ne changera pas grand chose au point de vue national : il faut que l'on développe des structures pour que l'on puisse œuvrer dans ce sens-là.

On nous parle souvent des danois et des néerlandais, en disant qu'ils sont très proche de la nature, en fait, ils sont proche et soucieux de la nature, parce que leur gouvernement est proche lui aussi en établissant des pistes cyclables, et en responsabilisant l'automobiliste si un accident comme un accrochage entre un automobiliste et un cycliste.

Quand on parle de transition écologique il y a aussi le fléau des déchets : il faut réintroduire le système des consignes.

Quand on regarde notre télé, on se rend compte qu'il y a plus de publicité pour les voitures que pour les vélos, peut être que si on faisait une action dans ce sens-là on pourrait changer le comportement des gens, car nous avons réussi à changer le comportement des gens concernant la cigarette et la ceinture de sécurité. Dans les années 70 s'était impensable que les chauffeurs portent une ceinture de sécurité, et maintenant c'est systématique.

En ce qui concerne la pollution, les 100 principales multinationales émettent 75% de

gaz à effet de serre – alors « 0 déchets » est-ce du pipeau ou une goutte d'eau dans l'océan.

Un des problèmes majeurs est les économies d'énergie dans les logements mal isolés. Sur une facture annuelle : pour un bilan de 1002 euros consommés, la personne est facturée à 1784 euros car il y a les taxes et la TVA. Il faudrait revenir là-dessus en particulier pour les plus démunis mais aussi pour l'ensemble de la population. Cela permettrait un gain de pouvoir d'achat.

Il faudrait un contrôle plus important des bailleurs qui sont irrespectueux de la misère. Les personnes leur reversent les APL donc ils profitent de l'argent de l'état.

2. André N : On ne veut plus de diesel, or cette technologie est susceptible d'évoluer, pourquoi la condamner ? On favorise l'essence qui émet de 15 à 20 % de plus de CO2 que le diesel. Le diesel a été mis sous surveillance mais on a oublié de le faire pour l'essence qui a adopté les mêmes techniques d'injection que pour le diesel en oubliant de leur fixer des normes. Ainsi les dernières voitures essence non équipées de filtres à particules émettent actuellement jusqu'à 10 fois plus de particules ultra fines que les diesels équivalents.

En réalité les véhicules des particuliers ne représentent que 12% de la pollution globale due aux particules, le reste est dû aux transports professionnels et à l'industrie. Le chauffage au bois représente 50% en zone urbaine et 80 en zone rurale.

De même les environnementalistes ont œuvré pour que les particuliers achetant un pick-up payent la taxe environnementale. Mais il n'ont pas pour autant fait la même chose pour les particuliers qui achètent des fourgons pour les aménager ou pour les camping-cars, exclusivement réservés aux loisirs et roulant beaucoup, qui consomment encore plus que la très grande majorité de ces pick-up.

On se préoccupe de la santé des gens dans ce cas, mais d'un autre côté on donne des primes pour changer les poêles à fuel par des poêles à granulés de bois qui sont aussi très polluants. Le chauffage au bois constitue la pollution majeure aux particules qu'on puisse constater dans les zones rurales. Une chaudière flamme verte représente la pollution émise par 1000 véhicules diesel actuels parcourant chacun 15.000 km (source ADEME).

De même pour les véhicules électriques dont l'impact sur la pollution est sous estimé. Le gros problème avec les voitures électriques c'est aussi leur durée de vie. Plus on roule et on les charge et plus la durée de vie des batteries diminue car elles ont un nombre de cycles de recharge limité. Les batteries vont durer entre 8 et 10 ans et leur prix représente 1/3 du prix d'achat de la voiture. Ces voitures ont de fortes chances de ne pas être réparées vu le coût et vont partir à la casse prématurément. D'autre part n'est pas intégré dans le bilan les milliers de kilomètres de câbles électriques de forte section qu'il va falloir installer, sans parler de la recharge de ces véhicules alors que notre réseau a frôlé le black-out total il y a moins d'un mois sur un réseau qui est très loin d'être alimenté par des énergies renouvelables. Il faut repenser la façon dont on alimente les véhicules et éviter les mesures qui n'agissent que sur le court terme.

Pareil pour le 80 km/h sensés faire faire des économies de carburant. Si c'est vrai pour les anciens, c'est le contraire pour les récents souvent dotés de boîtes de vitesse à 6 rapports, 6ème qu'ils ne peuvent plus maintenir à 80 et qui les oblige à rouler en 5ème, donc consommer plus.

Il faut vraiment arrêter de prendre ce genre de mesures contradictoires ou injustes. Ces mesures doivent donc être évaluées par un comité scientifique indépendant pour les valider ou non et que les politiques vérifient en amont les conséquences et la justesse.

En ce qui concerne le monde rural, il y a de plus en plus de taxes pour les plus démunis mais aussi pour le reste de la population qui quitte alors ces zones. Nous assistons à une paupérisation, un remplacement de population, une dévaluation des biens avec un marché immobilier qui s'écroule et à terme d'une disparition d'un patrimoine important.

Pour compenser cet exode il devrait y avoir une prime pour la ruralité pour maintenir dans ces zones une population diversifiée.

3. Dominique P : Je pense qu'il faut avoir un comité d'études scientifiques et complètement indépendant. Ce sont les lobbies qui commandent. Il faudrait ne plus penser qu'il faut vite passer à l'électrique, mais penser à l'avenir, au long terme. On ne prend des solutions qui ne sont valables que 5 ans : il faut mettre en place des commissions qui essaient de trouver des solutions à long terme. Le bois dans les campagnes n'est pas un problème, c'est dans les villes que c'est nocif (à cause des particules).
4. Serge C : Dénonciation des industriels qui ont les pleins pouvoirs, qui font un peu du n'importe quoi. Exemple les bouteilles de lait en plastique qui ne se trient pas dans les déchetteries. Il faudrait des actions plus offensives par rapport aux industriels : plutôt que de dire « ça c'est de la cochonnerie ne l'achetez pas », est ce qu'il ne serait pas plus facile peut-être d'inciter ou d'obliger les industriels à changer la matière de leur bouteille, que de s'embêter à dire aux gens « ne l'achetez pas ».
5. Jean-Marie F : Qui peut être contre la réduction des déchets et un meilleur tri de ceux-ci ? Après il faut quand même être soucieux de ce que cela va coûter. Le coût du service ménager devient très important. Sur le côté environnemental je ne suis pas persuadé que la technologie soit la solution. Pour que ce soit perçu comme quelque chose d'acceptable au niveau écologique, il faut prendre en compte ce qui se passe dans le monde (feux de forêts, volcans...). On fait culpabiliser les gens en appliquant des règles très contraignantes, mais pour que ce soit accepté il faut aussi que ce soit supportable.
6. Serge G : Est-ce que l'on est en capacité à produire assez d'énergie électrique ? Ne va-t-on pas payer plus cher ? En Pologne les centrales à charbon polluent plus que le diesel. Va-t-on devoir ouvrir des mines qui vont contrarier le paysage ? On peut se poser des questions là-dessus.
On essaie de mettre en place des mesures qui ne sont pas applicables aux milieux ruraux. Les gens qui prennent leur voiture ne peuvent pas faire autrement. On essaie de mettre en place le covoiturage. Le transport en milieu rural ne peut pas être le même qu'en milieu urbain.
Le bois pollue certes avec des particules fines mais pas plus que les hydrocarbures et au moins c'est une énergie renouvelable. C'est une bonne solution de production d'énergie dans les milieux ruraux.
7. Jean-Pierre C : Problème fondamental est celui de l'énergie. On parlait de la transition écologique par l'isolation des combles, je pense que c'est une très bonne chose. Il faut à terme diminuer notre consommation énergétique, diminuer la pollution. Dans un avenir proche, cela permet de donner du travail à des gens qui en

cherchent désespérément. Les nouvelles énergies, la voiture électrique, je n'y crois pas du tout. Il faut revoir le principe du transport en commun qui est aujourd'hui délaissé. Il faut revoir l'ensemble du système. Mais où trouver l'argent ? Comment le financer ?

8. Michel B : En veillant à sa bonne insertion environnementale et paysagère, l'éolien industriel peut être une source d'énergie décentralisée, complémentaire à celle issue de la production nucléaire. L'éolien génère de la ressource fiscale pour les intercommunalités et de nombreuses petites communes ce qui est un bon argument pour leur implantation en milieu rural et pour convaincre les maires de soutenir leur implantation. Mais l'éolien, avec les garanties de recettes liées à leur production d'électricité, est une importante source de profit pour les sociétés exploitantes. Plus que la fiscalité locale et la location des terrains d'implantation des machines, ce qui rapporte le plus, ce sont les dividendes issues de la vente de la production électrique. Il serait souhaitable que des dispositions législatives et réglementaires soient prises pour que les collectivités locales soient soutenues financièrement afin d'entrer au capital de ces sociétés et ainsi légitimement émarger sur les profits liés à une de leur ressource naturelle locale : le vent.
9. François V : Ne pourrait-on pas envisager de mettre une taxe sur les cargos car ils polluent beaucoup ? Ne pourrait-on pas récupérer un peu d'argent grâce à ça plutôt que de taxer toujours les mêmes ?
10. Nicole C : Le problème est que la demi-part des enfants a été supprimée. En plus, la réversion est plafonnée. A quand le rétablissement de cette demie-part ?
11. Anne-Marie M : Pour pallier l'exagération du transport routier (beaucoup de camions sur les routes), on a beaucoup parlé du transport ferroviaire depuis 25 ans. Pourquoi n'a-t-on pas mis en place en France des lignes ferroviaires ? L'État doit aménager ce moyen de transport plus écologique et qui réduirait la pollution dans les villes et dans les campagnes.
12. Anonyme : Les gens voyagent tout le temps, prennent tout le temps l'avion. On pourrait moins voyager et faire des économies, comme avec la vidéoconférence par exemple. On envisage que le nombre d'avion qui passe au-dessus de nos têtes va augmenter de 2.5%. On demande aux gens des campagnes de faire des efforts et à côté de ça on dépense des sommes astronomiques.
13. Claude D : Les « gilets jaunes » ont permis de mettre en place le débat. D'ici à 2030/2040, les voitures diesel vont être interdites à la circulation car trop polluantes, mais tous les jours plus de cent mille avions de 280/300 places sillonnent le ciel ; 5 à 6000 au dessus de la France ; sachant qu'un seul de ces avions pollue davantage que 350 000 voitures. Va-t-on en produire encore ?
Il serait souhaitable d'appliquer la TVA sur le kérosène, cela permettrait de récupérer 6 Milliards d'euros, pour une incidence de 3 à 5 % d'augmentation sur le prix d'un billet d'avion. Est-ce que cela va vous empêcher de prendre l'avion ?
Nous avons dans le monde 10 262 paquebots de plus de 300m de long ; environ 400 par jour se trouvent à moins de 200 km de nos côtes. Un paquebot pollue autant que 50 millions de voitures ; va-t-on en fabriquer encore ? De plus ces paquebots fonctionnent avec du fioul lourd, va-t-on en fabriquer encore ? Si une mesure était prise pour appliquer une taxe sur ces paquebots qui polluent nos villes lorsque ceux-ci sont dans nos ports cela nous permettrait de récupérer quelques Milliards de plus ;

cela représenterait une augmentation de l'ordre de 5 centimes sur un paquet de gâteaux qui viendrait de Chine.

Thème 2: L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

1. Anonyme : Dans les montagnes, les services publics sont insuffisants. C'est un problème de sécurité : les gendarmes ne sont plus présents sur la campagne. Il faut consacrer de l'argent pour sauver les services publics. La désertification a supprimé tout.
Le temps de l'opulence est terminé. Il y a trop de déplacements onéreux d'élus. Il faut plus de transparence et arrêter de dépenser l'argent public que nous n'avons plus.
2. Serge S : Les services publics sont en grève à cause de la suppression de postes. Les trésoreries municipales vont disparaître. Comment les personnes vont faire pour aller en ville ? Il y a une perte de services de proximités. C'est une véritable source d'inquiétude.
3. Anonyme : On peut faire mieux en faisant moins cher. Il faudrait réduire le nombre de personnel administratif. Nous devons rembourser la dette. Du point de vue européen c'est une obligation. Tous les services sont concernés : hôpital, école, justice... Nous devons nous demander si diminuer le nombre de fonctionnaire peut résoudre le problème ?
4. Anonyme : Si la désertification continue, comment faire venir des médecins dans les milieux où il n'y a plus grand-chose ? Il faut revoir le plan santé. Les infirmières libérales ont été complètement oubliées : nos salaires sont complètement gelés. Pour nous, c'est « Black Friday » toute l'année. Quand je vais chez quelqu'un le premier soin est payé à taux plein, le deuxième à 50% et à partir du 3^{ème} soin tout est gratuit. Il faut revoir toutes les revalorisations salariales de toutes les professions pour donner envie aux gens de s'installer.
5. Brigitte P : En France par rapport à d'autres pays nous avons la chance d'être malgré tout bien pris en charge pour les soins. Cependant, il y a une déshumanisation qui apparaît dans les hôpitaux mais aussi dans les maisons de retraites. C'est regrettable qu'on diminue le personnel et qu'on accorde à une aide-soignante 1mn22 pour faire une toilette. On ne doit pas traiter un hôpital ou une maison de soin comme une entreprise. On ne doit pas penser à la rentabilité mais à l'aspect humain. Sur nos territoires il y a de plus en plus d'enfants en difficulté avec des problèmes pathologiques importants. C'est un calvaire pour leur trouver une place et pour soulager les familles. On ne peut pas multiplier les maisons de soins à tous les coins de rue, mais cela reste important. Il faudrait que le gouvernement fasse une étude là-dessus. Cela serait un soulagement important pour les parents.

6. Dominique P : Il ne faut pas culpabiliser les gens en disant qu'on a quand même un bon service de soin. Le déficit ne vient pas du système de santé. Le déficit vient des banques qui prêtent de l'argent à des taux pas possible qu'on n'arrive pas à rembourser. C'est uniquement pour ça que l'on n'arrive pas à garder les services de proximité. Le gros problème en France est la dette. C'est normal que l'on ait un système si efficace, le problème ne vient pas de là.

La dématérialisation est un problème : quand sur internet ça ne marche pas, on ne peut rien faire (problème pour la carte grise, la préfecture ne peut rien faire). C'est le fonctionnement qui fait que ça déraile.

7. Nicole C : En France il y a une fracture territoriale. Les personnes âgées se servent mal du numérique. Et il y a de nombreuses zones blanches (mauvaise répartition de la fibre).

La déchetterie est devenue un service privé, c'est un problème. Il faudrait mettre en place un ramassage des encombrants gratuitement. Cela permettrait que rien ne soit jeté dans la nature.

Chaque fois qu'on enlève un service il devrait y avoir une alternative pour les personnes âgées.

8. Serge G : Les suppressions d'école sont une catastrophe pour les villages. Or l'école est un poumon du village, c'est quelque chose de vivant.

9. André N : On peut discuter sur le fait qu'une personne qui taille les haies ou même un professeur soit fonctionnaire. Cela ne pose pas de problème. Mais le gouvernement applique une politique d'austérité envers ceux en place et on peut parler d'une véritable maltraitance. Les moyens à leur disposition sont de plus en plus restreints et leurs effectifs sont en décroissance pour une charge de travail qui augmente (Police, Gendarmerie, Santé, Enseignement, Impôts...). Le point d'indice est gelé et il est certain que leurs pensions et leurs retraites de réversion vont faire l'objet d'un rabaillage très important. Si le gouvernement laisse à ces gens le temps de se retourner pour contracter des retraites complémentaires passe encore, mais il y a fort à parier que non.

Ma femme est enseignante (professeur en Collège) et elle au sommet de sa carrière depuis plus de 6 ans. Son salaire s'érode chaque année du montant de l'inflation et des montants des taxes qui frappent l'énergie (zone rurale). Je suis concerné par l'augmentation de la CSG et nous payons notre taxe d'habitation dans un village où il n'y a rien avec un enfant qui suit des études supérieures à Paris et une autre de 35 ans au RSA.

Les grilles indiciaires ne sont pas revues pendant ces périodes de gel ou de sous évaluation du point d'indice, ce qui fait baisser le niveau des carrières et retraites mécaniquement. Ainsi la carrière d'un enseignant a été dévaluée de plus de 25% de pouvoir d'achat en 25 ans.

Les fonctionnaires ne doivent pas être la variable d'ajustement des Gouvernements

qui les ont embauchés. Il faut vraiment une réflexion là-dessus, on ne peut pas continuer comme ça. Les salaires de la fonction publique sont maintenant trop bas.

10. Claude D : L'évasion fiscale représente 100 milliards d'euros de perte, c'est un vrai problème ; cela représente plus de 50 Milliards d'impôts perdus. Le SMIC doit être augmenté de 20 % tout de suite, et une grille d'augmentation doit être étudiée afin de revaloriser les salaires jusqu'à 3 500€.

Retraites : il faut 10% de plus, tout de suite.

Les produits agricoles Français doivent être augmentés de 10 % tout de suite ; ceci afin de porter secours aux agriculteurs (à savoir qu'en France, un agriculteur se suicide tous les 2 jours). C'est inadmissible, insupportable.

En 1950 quand le SMIC a été pensé par le président Vincent AURIOL, à cette époque-là un chef d'entreprise gagnait environ 20 fois le plus petit salaire de son entreprise ; le président Vincent AURIOL né en 1884 à Revel vivait humblement, se nourrissait des légumes cultivés dans son jardin, il ne venait à son idée de fixer le salaire maximum. A cette époque-là, les gens étaient respectueux, croyants, fraternels, plus qu'aujourd'hui ; le curé par la confession pouvait remettre sur le droit chemin certains dérapages. En 1970 quand le Président POMPIDOU a officialisé le SMIC il ne lui est pas venu à l'esprit de fixer un salaire maximum et à partir de là, le "plus", vouloir plus et encore plus et toujours plus nous a envahis, nous arrivons aujourd'hui dans l'in vraisemblable et l'insupportable, le démentiel des salaires de 45 000 €/jour à 1 million/jour pour certains, ce qui déstabilise en grande partie notre économie et nos ressources, car, la plus grande partie de cet argent ne reste pas en France et de ce fait, manque dans le bon fonctionnement de l'économie de la France.

Il devient urgent de se pencher et d'étudier ce problème là ainsi que sur les sommes astronomiques des transferts de joueurs sportifs ; il serait judicieux de permettre à nos jeunes de faire du sport en divisant au moins par deux le prix des licences et assurances, cela permettrait de former des jeunes dans différentes disciplines plutôt que des délinquants dans les rues et former plus facilement des équipes dans différents sports.

11. Michel B : Pour nos communes du rural profond dont beaucoup sont en difficultés financières pour entretenir la voirie et le patrimoine immobilier, il conviendrait d'optimiser les ressources des richesses naturelles locales : eau minérale, production hydro-électrique, vent, sous-sol, etc... Ne devrait-il pas y avoir un renforcement législatif afin de renforcer la maîtrise et l'optimisation financière pour l'exploitation de ces ressources naturelles ? Par exemple, le sous-sol du Tarn recèle de minéraux rares et stratégiques indispensables pour l'industrie aéronautique, par exemple le Tungstène. L'ouverture de « mines responsables » et respectueuses de l'environnement, pourrait constituer une source d'emplois et de profits pour les communes. Le principe c'est de faire en sorte que l'exploitation des ressources naturelles locales profite au maximum aux collectivités locales et qu'elles soient impliquées et soutenues pour la gestion des impacts environnementaux.

12. Guy S : Aujourd'hui la priorité c'est de faire des économies au niveau de l'Etat. Il y a vraiment le problème des statuts à vie (comme les préfets en fonction). Il faut le limiter dans le temps. C'est une mesure symbolique importante.
13. Jean M : Ce qui y a mis le feu au poudre et qui a justifié le mouvement des « gilets jaunes » c'est l'injustice des hauts placés. Il faut mettre fin aux privilèges. Il faut refaire la nuit du 4 août. Je suis indigné. Les gens âgés font face à l'absence d'interlocuteurs humains. Il faudrait un intervenant pour les dépanner, les aider à faire leur déclaration d'impôts par exemple. Ils sont perdus.
14. Bernard D : Il faut supprimer les avantages des anciens Présidents. Ils coûtent 10 millions d'euros par an et en plus ils ont de nombreux avantages. On ne peut pas continuer comme ça.
15. Jacques D : L'État français a perdu sa souveraineté, il faut se méfier de l'UE. L'Europe n'est pas mauvaise, il faut équilibrer les salaires et les dépenses dans le bon sens c'est à dire vers l'augmentation des salaires et non l'inverse. Aller dans le sens le plus intéressant pour les citoyens européens et non pour les entreprises, leurs dirigeants et leurs actionnaires. Je pense que les chefs d'États ont perdu le pouvoir. C'est l'Europe qui a le pouvoir et ce qui tient l'Europe ce sont les banques.
16. Michel L : On a acheté en mairie un ordinateur exprès pour aider les personnes âgées à remplir les formulaires administratifs. Mais les personnes aiment bien rester discrètes, elles ne veulent pas aller en mairie exposer leur situation personnelle.
17. Clément B : Il faut simplifier le mille-feuille administratif. Le problème est que tous les élus émargent. Il faut supprimer cette administration en plus pour faire des économies.

Thème 3: LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. Marie-Laure L : Les Français ne sont pas contre le fait de payer des impôts. Mais tout le monde se demande quelle en est la répartition. On a tous l'impression que nos impôts sont noyés dans le remboursement de la dette, et dans des chiffres abstraits et monstrueux que personne ne connaît (même pas les ministres ni les fonctionnaires pléthoriques de Bercy). Il faudrait mettre en place la transparence, et la vérité. Pour que l'on sache, enfin, où passent nos impôts. Cela apaiserait beaucoup de gens (ou pas !).
2. Nicole C : Il y a deux centres européens : Strasbourg et Bruxelles. Le transfert des dossiers, des impôts coûte cher. Comment les gens qui vont payer l'IFI vont déterminer la valeur de leur maison ? Les personnes vont essayer de faire baisser la valeur pour payer le moins d'impôt possible : c'est logique
3. André N : Les taxes touchent beaucoup de Français et sont injustes car certains n'ont pas les moyens de les éviter notamment dans les zones rurales ou péri-urbaines. Pour financer les mesures prises ces derniers temps, la transition écologique et les

aides, il faudrait revoir la TVA. La baisser pour les produits de première nécessité. Mais créer un nouveau barème intelligent pour les produits dits de luxe. Il n'est pas question de taxer plus une télé en dessous de 1000 € mais au dessus cela pourrait être envisagé, pareil pour les autres produits de consommation.

On fait payer deux fois les gens : on taxe l'énergie pour la rendre compétitive à celle dite durable sur laquelle on rajoute la TVA. Il faut revoir ces taxes. L'État applique une logique comptable sans en examiner les conséquences. Par exemple, le nouveau baccalauréat a sûrement été mis en place simplement pour faire des économies et supprimer des postes. Là aussi les zones rurales seront très atteintes car l'ensemble des options ne seront disponibles que dans les grandes villes.

Il va y avoir des discussions sur les retraites mais ce que vise en priorité l'État, ce sont celles des fonctionnaires qui vont être très touchées. C'est une catastrophe. Il faut laisser à ces gens du temps sinon beaucoup d'entre eux vont être plongés dans la misère ou la dépendance.

4. François V : On devrait dépenser moins au lieu de faire monter les charges. Des communes s'en sortent avec les dotations diminuées. Au lieu d'augmenter les revenus pourquoi ne pas baisser les charges ? Du temps de M. Debray il a été voté le maintien de la rémunération des députés battus pendant 5 ans alors que c'était 6 mois avant. On continue à le payer alors qu'il n'est plus député. La suppression de l'ISF est un cadeau. Ceux qui possèdent de l'immobilier ne peuvent pas partir mais ceux qui ont de l'argent sont déjà partis. Pour la TVA si on rajoute 1 ou 2 points ce n'est pas très énorme sur un bijou. Sur 1kg de tomate, en saison, ça serait normal. Au niveau de l'économie ça peut donner quelque chose de plus.
5. Serge S : Sous François Hollande, les dotations des communes ont été diminuées, elles ont donc moins investis. Ou alors elles ont augmenté les impôts, ce qui a diminué le pouvoir d'achat des administrés, d'où les « gilets jaunes ». Il faut laisser les maires gérer leur budget. Pour les communes, les recettes doivent s'équilibrer avec les dépenses. L'État n'a pas cette contrainte, d'où les dérives. La commune de Burlats a mis en place une mesure forte : elle a offert 20m3 d'eau à ses administrés pour qu'ils gagnent en pouvoir d'achat. Une personne seule verra sa facture divisée par deux.
6. Jean-Marie F : Les classes moyennes sont matraquées (= les personnes qui gagnent plus de 1350 euros pour une personne seule). Ces gens-là investissaient pour leurs petits-enfants. Problème de l'injustice de la taxe d'habitation. Il faut la supprimer pour tout le monde. Le cadeau n'est pas le même selon les communes : 200 euros à Lacaze et 2000 euros à Marseille.
7. Mme C : Pourquoi payer autant d'impôt foncier à Castres ? Pourquoi ne pas faire une discrimination pour les gens qui se payent des produits de luxe ?
8. Dominique P : Remettre l'ISF revêt une importance symbolique. C'est normal que si vous mangez des fraises en hiver vous payiez plus.

On a une carte vitale où tout est consigné. Pourquoi ne pas créer une carte de consommation qui accumule tout ce qu'on fait ? Pour savoir qu'on a dépensé tant en énergie. Comme ça à la fin de l'année ceux qui ont le plus dépensé payent plus. Le but est de mieux répartir les impôts.

On envisage de taxer les GAFA à hauteur de 5%. Pourtant on taxe les entreprises à 30%. Pourquoi les entreprises n'ont pas crié à l'injustice ? Si la loi n'est pas juste il faut la changer.

9. Serge G : Où sont passées nos libertés ? Si on augmente trop la TVA dans notre pays, on va importer des autres pays. Beaucoup de gens vont acheter ailleurs.

10. Claude D : Les agios, frais bancaires, doivent revenir à la normale, c'est à-dire : taux Banque de France + 2 points. Pas 20 ou 22% sur ceux qui ont du mal à finir les fins de mois. De plus, c'est interdit. Prévoir une TVA à 30% pour les produits de luxe. Supprimer Sénat et députés : à remplacer par le RIC avec un collège de 10% d'électeurs tirés au sort pour voter électroniquement les lois du peuple ; en ayant défini le nombre de votes par mois ou par an.

Nous n'avons plus les moyens, nous devons emprunter pour payer les intérêts de la dette et payer les anciens présidents en retraite. Comme aux Pays-Bas, un député non réélu (ou ministre quittant ses fonctions) ne devraient pas être indemnisés plus de 6 mois (à l'heure actuelle en France, un député non réélu peut prétendre à 3 ans d'indemnité chômage). Le 1er ministre ne devrait pas conserver certains avantages à vie (chauffeur et véhicule, secrétaire, bureau, etc.). L'éthique et la morale des chefs d'État et ministres doit être exemplaire, universelle, non douteuse, encore moins corrompue.

Revoir les indemnités : chef d'état, aux États-Unis pays six fois et demie plus important que la France, l'indemnité du chef d'État est plafonnée à environ 420 000 € l'an tout compris. En France GISCARD d'ESTAING = 3,9 million ; CHIRAC = 1,5 ; SARKOZY = 3,3 ; HOLLANDE combien ? Inadmissible que ces chefs d'État qui nous ont créé de la dette extérieure par leur mauvaise gestion gagnent encore des salaires 9 fois plus élevés que les présidents des États-Unis. Tout cela doit être remis dans un sens logique c'est-à-dire maximum 120 000€ an tout compris, fini voiture de fonction gardes du corps etc. Ceci peut être qualifié d'incorrection ou presque d'abus et profit d'argent public ; à côté de cela les retraités vont subir une hausse de 25% de leur taux de CSG : où sont l'égalité et la fraternité ?

Exempter de TVA les produits de première nécessité produits en France et fixer leur prix pour l'année : lait, beurre, pommes de terre, blé, farine, pâtes, viande produite en France, poisson pêché en France.

Fixer pour l'année le prix de : Carburants, fioul de chauffage, électricité, gaz, eau. Mettre en place une commission de contrôle et de fixation des prix entre producteur et revendeur afin d'éviter des multiplicateurs exagérés et des prix d'achats par des grands trusts qui ruinent le petit fabricant, le petit producteur.

Vu que nous avons vendu les autoroutes aux sociétés d'autoroute et que nous

n'avons plus de ressources pour entretenir nos routes, il serait judicieux de mettre en place une vignette, comme en Suisse, pour tout véhicule étranger entrant sur notre territoire.

11. Anonyme : On baisse les impôts sur les sociétés. Est-ce qu'on ne pourrait pas plutôt lutter dans le cadre des pays européens pour que la taxation sur les sociétés soit la même ? Une harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaire dans chaque pays européen est-elle possible ? Cela permettrait plus de justice.
12. Anonyme : Il est important de taxer tous les pollueurs : il y en a plein dans les grandes villes. Il faut faire payer ceux qui débordent avec les enfouissements sauvages. Pour le principe du pollueur payeur.
13. Nicole C : Il faut rétablir la demi-part fiscale. Quand on payait l'ISF on nous incitait à donner aux associations. Les donateurs payaient moins d'impôts. A cause de la suppression de l'ISF, les associations crient à l'aide.

Thème 4 : DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

1. Claude D : Dans un souci de diminuer la délinquance, comme dans certains pays, nordiques entre autre, la Suisse ou les Pays Bas, les prisonniers payent 37 euros par jour prélevé sur leur compte ou celui de leur famille. A savoir : un prisonnier nous coûte actuellement 110€ par jour en moyenne (non comprises dépenses annexes telles que aide juridique, transport vers les tribunaux avec les forces de sécurité, etc.). Il a été constaté dans certains pays que la délinquance pouvait baisser de 50% en quatre ans ; certains pays au bout de 8 ans ont mis des prisons vides en vente aux enchères.
Pour la suppression des droits de succession sur succession directe, de sang ; inconcevable qu'un fils ou fille, qui ont peut être contribué, œuvré à l'acquisition des biens des parents, lesquels l'ont gagné à la sueur de leur front toute une vie, doivent payer pour en jouir.
2. Michel F : Lors des cambriolages ils n'y a pas de suites qui sont données. Il faut prendre des sanctions adéquates pour les petits délits.
3. Anonyme : En France il y a un problème d'éducation à la citoyenneté. Normalement on l'apprend à l'école mais la première des écoles c'est au sein de la famille. Je suis choqué par les tags dans le métro, c'est un refus à la citoyenneté. Des étrangers sont choqués par ce manque de civilité. Il n'y a pas suffisamment de suite donnée à ces petits incidents.
4. Nicole C : Le racisme. Quand des joueurs noirs jouent ils sont discriminés on dit que ce sont des singes. Cela ne choque personne, or c'est un manque de respect. Macron a voté une loi qui ne permet pas le droit des affaires, cela vise à nuire aux lanceurs d'alerte. La démocratie est en difficulté.
Manque de transparence pour l'égalité des salaires homme/femme.

Le problème des DROM/TOM. Ces territoires colonisés sont maltraités. Il a fallu 30 ans pour qu'il y ait des élections en Nouvelle-Calédonie, on en a parlé 3 jours. Avec la chasse à l'or on détruit la Guyane. Mais on n'en parle pas. Tout est dévasté.

5. Dominique P : Le Président ment à tous les français. Il avait promis qu'il n'y aurait plus de SDF en France.

Les tags ce n'est pas normal mais c'est les parents qui sont responsables.

De nombreux politiques volent beaucoup d'argent (affaire Fillon). Cas des mensonges lors de l'affaire Benalla.

6. Anonyme : La justice est en train de passer sur toutes les affaires. Il faut avoir confiance en la justice d'autres pays.
7. Anne-Marie M : Macron a été élu, mais les votes blancs n'ont pas été pris en compte. Si le pourcentage de vote blanc est supérieur à celui du sortant, alors il faudrait d'autres élections. Les citoyens veulent être représentés réellement et devenir actifs durant les 5 années d'un mandat.
8. Serge G : Pour lutter contre les délits commis par les jeunes il faudrait plus insister sur l'éducation civique. Il faut généraliser l'apprentissage des premiers gestes de secours. Pour les mineurs qui commettent des petits délits, il faudrait les encadrer par le sport par exemple, pour les remettre sur le droit chemin (plutôt que la prison). A travers l'armée à l'époque on retrouvait une forme de rigueur.
9. André N: Grâce aux « gilets jaunes », les politiques ont compris qu'il fallait être à l'écoute. Mais on veut moins de députés et supprimer le Sénat. Pourtant on se rend compte que ces derniers certes souvent néophytes et épuisés par un débat législatif mené tambours battants n'ont pas vu venir ce mouvement. De même le Sénat est un lieu de contre-pouvoir et est utile dans l'élaboration des lois et le respect de notre Constitution. Baisser le nombre de membres des deux assemblées parlementaires les coupera encore plus encore de la population. Là aussi les zones rurales ont tout à y perdre. Les députés de terroir seront remplacés par ceux des villes. Si on en baisse le nombre, les habitants de ces zones auront tout à y perdre.

Il faudrait mettre en place des contrôles stricts des Députés et des Sénateurs et de leur environnement mais on n'a pas besoin de réduire leur nombre. Si on se retrouve avec 300 députés pour 66 millions d'habitants, comment pourront-ils faire leur travail législatif et être à l'écoute de la population ?

Le Sénat est un contre-pouvoir intéressant, il ne faut pas le supprimer. Il ne faut donc pas réduire le nombre de parlementaires.

La sécurité routière semble être assujettie à un véritable lobby des radars. Comment pourrait-il en être autrement avec une chiffre d'affaire qui dépasse les 600 millions d'euros par an ? Un radar de type Mesta Vision coûte bien plus de 200 000 € avec son installation, enlever un simple sac plastique autour = 500 €. Il

faudrait mettre en place une commission d'enquête parlementaire à ce sujet. Les sommes pourraient être utilisées ailleurs et notamment supprimer les points noirs scandaleux qui existent depuis des années sur des routes connues. Je demande un moratoire concernant leur installation.

10. Anonyme : Dans notre démocratie il y a un vrai malaise : une fois que les gens sont élus, ils ne peuvent pas tout faire, est-ce que c'est leur faute ? A cause de l'abstention (à 57%), la majorité manque de légitimité. Les gens se plaignent mais ne votent pas. Ne pourrait-on pas rendre le vote obligatoire ? On ne peut pas blâmer si on n'a pas voté. Le RIC pourrait être une solution pour donner la parole aux peuples.
11. Jacques D : 15 jours de service militaire, cela ne va servir à rien. Pourtant cela va coûter une fortune. Pourquoi ne pas avoir fait un référendum ? De même pour les 80 km/h. Le peuple aurait pu s'exprimer facilement.
12. Madeleine G : La représentativité. Il manque un maillon de communication entre le peuple et les élus. Ces débats citoyens, ainsi que le tirage au sort de citoyens non élus sont essentiels pour assurer ce maillon. Cette idée se retrouve dans le jury populaire d'assise, tiré au sort parmi les citoyens. C'est dommage d'ailleurs de supprimer ces jury puisque l'État cherche justement des passerelles citoyennes. Il faudrait aussi revenir sur cette disposition.
13. M. A : Il faut supprimer l'article 49.3 de la Constitution.
14. Clément B : Les gens ne votent plus car ils n'ont plus confiance envers les élus. L'idée du vote blanc est bonne. Mais il y a un risque de bloquer les institutions, pour autant cela ferait réfléchir les politiques.
15. Marie-Laure L : Concernant les 80 km/h, les élus avaient alerté avec des arguments solides. Il aurait mieux valu ajuster au cas par cas, et tenir compte des avis des élus de terrain, qui connaissent leurs territoires, contrairement aux technocrates parisiens.

Maintenant, on propose de consulter, on a perdu 6 mois. Quand Macron a commencé sa campagne présidentielle, il avait pourtant lancé une armée de marcheurs chargés de prendre en compte l'avis des gens, et de recueillir leurs attentes, leurs doléances, leurs propositions, sur différents thèmes, sans restriction. Théoriquement c'était consigné et on nous avait promis que cela devait « remonter » et que E. Macron s'en inspirerait pour élaborer son programme ; cela n'a pas été le cas, c'était une tromperie, un mensonge (sinon, on n'en serait pas là aujourd'hui) et je voudrais savoir où tout ça est passé. Avec le débat national on refait ce qui avait été fait il y a deux ans. Les attentes des gens sont les mêmes, les problèmes des Français perdurent et empirent... Résultat : on fait deux fois le boulot, j'aimerais avoir confiance mais j'ai peur que ça fasse comme les contenus soi-disant transmis par les marcheurs, et que tout cela se perde. Car visiblement, ces contenus n'ont jamais été remontés auprès du Président et de ses ministres. Tous ces gens sont hors-sol, ils ne

connaissent pas la vraie vie des vrais gens, et c'est très grave : comment peut-on prétendre gouverner un pays si on ne le connaît pas ?

16. Anonyme : Dénonciation de l'hyper-présidence. Les insultes du Président sont ancrées dans les gens. C'est absurde que le Président n'ait pas pu se retenir. C'est la fin d'un régime. La désobéissance est installée et je ne vois pas comment vous allez pouvoir rattraper les choses.

17. Dominique P : Vote obligatoire : on ne peut pas avoir confiance envers les élus. Voter c'est un devoir. Si le vote est obligatoire il faut prendre en compte le vote blanc. Il ne faut pas détruire tout le système mais il faut changer les choses. Les politiques doivent redorer leur image.

Le RIC est peut être une bonne idée, mais sous quelle forme ? Internet peut permettre de voter en ligne et de faire des économies. Le mouvement des « gilets jaunes » n'est pas fini et ne fait que commencer : ils ont été des lanceurs d'alerte.

18. Claude D : Pour les limitations de vitesse il faudrait que ce soit plus souple selon les routes et les endroits vraiment critiques ou il y a des accidents régulièrement. OK de baisser la vitesse, mais sur certaines portions de routes en bon état, on devrait permettre du 90 et même 100 km/h.

Il faudrait mettre tous les mandats à 5 ans ; 3 fois renouvelables, mettre les votes le même jour sur un jour chômé et payé pour permettre le vote obligatoire avec sanction pour celui qui n'accomplirait pas son devoir citoyen.

Je tiens à dire que ce soir en France, il y a 35 000 adolescents qui vont dormir dehors, à la belle étoile, ainsi que 280 000 personnes adultes. C'est inadmissible ; drôle d'image internationalement, pour le pays qui se veut « le pays des droits de l'homme ».

19. Michel B : Il y a plusieurs formes de démocratie : représentative, participative, sociale, écologique... La crise actuelle est liée à un besoin d'amplification de la décentralisation de l'État toujours jacobin. Les partenaires sociaux, c'est à dire les organisations syndicales, ont un rôle essentiel dans la démocratie sociale, mais ils sont insuffisamment écoutés. Les conseils de développement, les comités de bassin d'emplois... devraient être des lieux privilégiés pour un dialogue économique, social et environnemental sur nos territoires.

Conclusion et remerciements de Philippe FOLLIOU, député, pour la qualité et la tenue des débats. Il annonce des rencontres (exemple : bilan de mandat) pour revenir sur quelques contrevérités et éléments de désaccord et répondre aux questions posées.

Remerciements du maire Michel LOUBET.